

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA  
DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE

-----  
SECRETARIAT GENERAL  
-----



BURKINA FASO  
Unité-Progress-Justice  
-----

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES

-----  
DIRECTION GENERALE

# ***GUIDE D'ACCES AU FONDS DE CONTINGENCE***

***Version Finale  
Septembre 2023***

## **Sommaire**

|                                                                                 |    |
|---------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Sigles et abréviations</i> .....                                             | 3  |
| <b>I. Glossaire</b> .....                                                       | 4  |
| <b>II. Contexte et justification</b> .....                                      | 5  |
| <b>III. Principaux acteurs impliqués</b> .....                                  | 6  |
| <b>IV. Zones d'intervention</b> .....                                           | 6  |
| <b>V. Approche basée sur la vulnérabilité</b> .....                             | 6  |
| <b>VI. Projets/ activités éligibles</b> .....                                   | 6  |
| <b>VII. Modalités d'allocation des ressources du fonds de contingence</b> ..... | 7  |
| <b>VIII. Dispositif d'appui technique</b> .....                                 | 8  |
| ANNEXE 1 : SIMULATION DES ALLOCATIONS DES FONDS DE CONTINGENCES ..              | 9  |
| ANNEXE 2 : FEUILLE DE ROUTE .....                                               | 10 |

## ***Sigles et abréviations***

|                |   |                                                                                        |
|----------------|---|----------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>ADCT</b>    | : | Agence Nationale d'appui au Développement des Collectivités Territoriales              |
| <b>BUCO</b>    | : | Bureau de la Coopération Suisse                                                        |
| <b>CADEPAC</b> | : | Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Participation Citoyenne                  |
| <b>CONASUR</b> | : | Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation                             |
| <b>CT</b>      | : | Collectivité Territoriale                                                              |
| <b>DDC</b>     | : | Direction du Développement et de la Coopération                                        |
| <b>DEPAC</b>   | : | Décentralisation et Participation Citoyenne                                            |
| <b>GAT</b>     | : | Guichet d'Appui Technique                                                              |
| <b>MATDS</b>   | : | Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Sécurité |
| <b>PDI</b>     | : | Personne Déplacée Interne                                                              |
| <b>STD</b>     | : | Service Technique Déconcentré                                                          |
| <b>SYNAD</b>   | : | Système National de Décentralisation                                                   |

## **I. Glossaire**

- **Contingence** : désigne la probabilité de survenance d'un événement ou d'une situation qui nécessite d'apporter une réponse appropriée.
- **Fonds de contingence** : se définit comme un outil d'appui à la réalisation des investissements en soutien à l'amélioration durable de la situation d'accès des déplacés internes et populations hôtes aux services socio-économiques offert par les CT. Le fonds de contingence de l'ADCT vise à donner une capacité de réponse à diverses situations d'urgence structurelle susceptibles de perturber l'offre de services publics préexistante dans les CT pour les hommes et les femmes du fait de la situation du contexte local marqué par la crise sécuritaire.
- **Vulnérabilité** : le degré auquel les personnes risquent d'être exposées à un préjudice, des dommages, des souffrances et la mort. Ce risque est fonction des conditions physiques, économiques, sociales, politiques, techniques, idéologiques, culturelles, éducatives, écologiques et institutionnelles qui caractérisent le contexte de ces personnes. La vulnérabilité est liée aux capacités dont dispose une personne ou une communauté pour faire face à des menaces déterminées.
- **Commune vulnérable** : C'est une commune exposée à des risques d'ordre environnemental, socioculturel, politique et institutionnel. Il s'agit dans le cadre du présent guide de commune ayant accueilli un grand nombre de personnes déplacées internes du fait de la crise sécuritaire et qui ne disposent pas de ressources financières conséquentes pour faire face aux besoins spécifiques induites.
- **Personnes déplacées internes** : désignent des personnes contraintes de fuir à l'intérieur de leur propre pays, notamment en raison de conflits, de violences, de violations des droits humains ou de catastrophes.

## II. **Contexte et justification**

Dans le cadre de la Coopération entre la Confédération Suisse et le Burkina Faso, l'Agence nationale d'appui au développement des collectivités (ADCT) a signé le 18 avril 2023, un accord avec la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Confédération suisse, pour la mise en œuvre du Programme d'appui au système national de décentralisation (SYNAD), qui couvre la période 2023 -2026.

L'un des objectifs spécifiques du SYNAD est de promouvoir l'efficacité des mécanismes nationaux d'appui à la décentralisation.

Le SYNAD mis en œuvre pour accompagner les Collectivités territoriales (CT) dans la fourniture des services essentiels de base en lien avec le Programme DEPAC 3, permettra aussi de répondre à de nouvelles orientations tenant compte du contexte national caractérisé par la crise sécuritaire et humanitaire dont les conséquences sont, entre autres, l'aggravation de la vulnérabilité des populations.

Cette situation qui impacte les dynamiques du développement locale, conduit à une augmentation de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire chronique et provoque d'importants déplacements de populations à l'intérieur du pays.

La mise en œuvre du SYNAD à travers l'ADCT se fera dans le cadre de la fongibilité tout en renforçant la complémentarité et la synergie d'action avec le programme DEPAC 3.

La contribution financière sur SYNAD à l'ADCT, est destinée à alimenter les fonds fongibles, le fonds de contingence, le fonds de développement régional et le guichet d'appui technique (GAT).

Conformément à l'article 2.4 alinéa 2 de l'accord, la mise en œuvre du fonds de contingence est conditionnée au préalable par l'élaboration d'un document définissant les modalités d'accès au fonds de contingence.

L'ADCT dispose déjà de manuels de procédures pour l'exécution des différents Projets dans le cadre de la fongibilité.

Le présent guide d'accès au fonds de contingence par les CT, a pour objet de définir les règles d'accès et de mise en œuvre de ce financement. Il vient compléter les dispositions contenues dans le manuel de procédures techniques de l'ADCT.

### **III. Principaux acteurs impliqués**

Les acteurs intervenant dans la mise en œuvre du fonds de contingence s'identifient à ceux intervenant dans la mise en œuvre des projets dans le cadre de la fongibilité de l'ADCT. Il s'agit dans le cas d'espèce, des communes vulnérables éligibles, l'ADCT à travers la direction générale et ses agences régionales et les STD impliqués dans le processus de mise en œuvre.

### **IV. Zones d'intervention**

Le champ d'intervention du fonds de contingence concerne les cinq (05) régions à fort défi sécuritaire. Dans chaque région, les communes vulnérables sont prioritairement bénéficiaires des fonds de contingence. Le champ sera défini annuellement en tenant compte de la situation d'enregistrement des PDI les plus récentes (Cf. CONASUR).

### **V. Approche basée sur la vulnérabilité**

Il s'agira d'une part, pour chaque commune, d'identifier ses vulnérabilités et d'autre part, d'en tenir compte dans la détermination de ses projets qui seront soumis au financement du fonds de contingence.

Trois (03) domaines d'intervention prioritaires sont retenus à savoir :

- Eau potable, hygiène et assainissement ;
- Education ;
- Santé.

### **VI. Projets/ activités éligibles**

Les projets éligibles au financement du fonds de contingence par domaine sont répertoriés dans le tableau ci-après :

| <b>Domaines</b> | <b>Projets/Activités</b>                                                                                                                                            |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Education       | <ul style="list-style-type: none"><li>- Salles de classe ;</li><li>- Équipements scolaires ;</li><li>- Tout autre projet d'urgence de commun accord entre</li></ul> |

| Domaines                               | Projets/Activités                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                        | l'ADCT et les communes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Santé                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipements ;</li> <li>- Maternités ;</li> <li>Dispensaires ;               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Salles d'hospitalisation/observation</li> </ul> </li> <li>- Hall d'attente</li> <li>- Dépôts pharmaceutiques</li> <li>- Tout autre projet d'urgence de commun accord entre l'ADCT et les communes.</li> </ul> |
| Eau potable, hygiène et assainissement | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation/Réhabilitation de forage</li> <li>- Poste d'eau autonome ;</li> <li>- Latrines ;</li> <li>- Tout autre projet d'urgence de commun accord entre l'ADCT et les communes.</li> </ul>                                                                                                                                      |

## **VII. Modalités d'allocation des ressources du fonds de contingence**

Le fonds de contingence mis à la disposition de l'ADCT est dégressif pour les années 2024 et 2025. La tranche annuelle des ressources est débloquée par la Coopération Suisse en totalité en début de chaque exercice. La mise à disposition des ressources aux communes bénéficiaires, par l'ADCT, se fera conformément à ses procédures en vigueur.

Conformément aux modalités de détermination du champ d'intervention du fonds de contingence, pour l'année 2024, les cinq (05) régions les plus touchées par le défi sécuritaire sont les régions du **Sahel, du Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord** suivant les données de l'enregistrement des PDI du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR). Pour ce qui est de l'année 2025, cinq (05) régions prioritaires seront également retenues.

Deux (02) communes seront retenues par région éligibles pour l'année 2024 et une commune par région pour l'année 2025.

Le montant à répartir aux communes de façon égalitaire correspond à 75% de l'enveloppe annuelle global du fonds de contingence et les 25% de

l'enveloppe globale restant sera répartie suivant le nombre de PDI accueilli par la commune.

**NB :**

- **Une commune déjà bénéficiaire d'un guichet spécifique finançant des projets de contingence au niveau de l'ADCT n'est pas éligible à ce fonds de contingence ;**
- **La détermination des communes bénéficiaires sera faite par les Agences régionales de l'ADCT en collaboration avec les structures déconcentrées en charge de l'action humanitaire sur la base des communes ayant le plus grand nombre de PDI ;**
- **Une liste d'attente sera établie pour le remplacement des communes défaillantes ;**
- **Après l'évaluation à mi-parcours, il sera procédé systématiquement au remplacement des communes défaillantes.**

**VIII. Dispositif d'appui technique**

Dans le cadre du fonds de contingence, les procédures d'instruction, de contractualisation, de passation de marchés, d'exécution, de décaissement auprès des communes et de reporting se font conformément aux procédures Fonds Fongibles de l'ADCT.

## ANNEXE 1 : SIMULATION DES ALLOCATIONS DES FONDS DE CONTINGENCES

|                                          |     |             |
|------------------------------------------|-----|-------------|
| Montant global des Droits de Tirage 2024 |     | 430 675 250 |
| Nombre de communes bénéficiaires         |     | 10          |
| Montant total de la part variable        | 25% | 107 668 812 |
| Montant total de la part fixe            | 75% | 323 006 438 |
| Montant de la part fixe par commune      |     | 32 300 644  |

| Région collectivité territoriale | Population des PDI | Montant selon la population des PDI | Montant de la part fixe | Montant des DT 2024 par commune |
|----------------------------------|--------------------|-------------------------------------|-------------------------|---------------------------------|
| TOUGAN                           | 36 690             | 8 038 240                           | 32 300 644              | 40 338 884                      |
| NOUNA                            | 23 029             | 5 045 315                           | 32 300 644              | 37 345 959                      |
| KAYA                             | 122 570            | 26 853 285                          | 32 300 642              | 59 153 927                      |
| BARSALOGHO                       | 89 784             | 19 670 354                          | 32 300 644              | 51 970 998                      |
| FADA                             | 124 367            | 27 246 981                          | 32 300 644              | 59 547 625                      |
| GAYERI                           | 22 817             | 4 998 869                           | 32 300 644              | 37 299 513                      |
| SEGUENEGA                        | 12 498             | 2 738 128                           | 32 300 644              | 35 038 772                      |
| RAMBO                            | 7 006              | 1 534 912                           | 32 300 644              | 33 835 556                      |
| GORGADJI                         | 37 352             | 8 183 274                           | 32 300 644              | 40 483 918                      |
| ARBINDA                          | 15 334             | 3 359 454                           | 32 300 644              | 35 660 098                      |
| <b>Total</b>                     | <b>491447</b>      | <b>107 668 812</b>                  | <b>323 006 438</b>      | <b>430 675 250</b>              |

|                                                        |     |                   |
|--------------------------------------------------------|-----|-------------------|
| Montant global des Droits de Tirage 2025               |     | 287 116 833       |
| Nombre de communes bénéficiaires                       |     | 5                 |
| Montant total de la part variable                      | 25% | 71 779 208        |
| Montant total de la part fixe                          | 75% | 215 337 625       |
| Montant de la part fixe par commune                    |     | 43 067 525        |
| Montant moyen de la variable selon les PDI par commune |     | 14 355 842        |
| <b>Montant moyen des DT par commune</b>                |     | <b>57 423 367</b> |

## ANNEXE 2 : FEUILLE DE ROUTE

| <b>ACTIONS / ACTIVITES</b>                                                                | <b>ECHEANCES</b>                | <b>RESPONSABLE</b>                                        | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1. Sélection des communes bénéficiaires du FC pour l'exercice 2024</b>                 | <b>Septembre 2023</b>           | <b>ADCT</b>                                               | Impliquer les DR en charge de l'action humanitaire                                                  |
| <b>2. Notification des DT aux communes bénéficiaires</b>                                  | <b>15 octobre 2023</b>          | <b>ADCT</b>                                               | Note technique sur les modalités d'utilisation du FC<br><br>Prise en compte dans le budget primitif |
| <b>3. Instruction des requêtes de financement et contractualisation</b>                   | <b>Fin décembre 2023</b>        | <b>ADCT</b>                                               |                                                                                                     |
| <b>4. Exécution des projets</b>                                                           | <b>Janvier – septembre 2024</b> | <b>Communes bénéficiaires</b>                             |                                                                                                     |
| <b>5. Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre des projets</b>                        | <b>Mars 2024</b>                | <b>ADCT-<br/>CADEPAC-<br/>DDC-<br/>SP/CONAD-<br/>DGCT</b> | Activer éventuellement la liste d'attente<br><br>Prise en compte dans le budget rectificatif        |
| <b>6. Evaluation finale de la mise en œuvre des projets et la justification des fonds</b> | <b>Septembre 2024</b>           | <b>ADCT-<br/>CADEPAC-<br/>DDC-<br/>SP/CONAD-<br/>DGCT</b> | Y compris Planification 2025                                                                        |